



Position de notre
organisation sur la
reprise des
contrôles dans les
trains présentée ce
jour au comité
d'entreprise PPT
SNCB

Le secrétaire national
Moers Thierry

SECRETARIAT

02 508 58 06

02 508 58 19

cheminots@cgsp.be

Nouveau site internet :

www.cheminots.be



Parole de cheminots

Lors du comité d'entreprise PPT SNCB, l'analyse de risque relative à la reprise des contrôles sur le train a été présentée. Différentes méthodes de travail pour des situations possibles dans le train ont été discutées sur la base de six scénarios. Un aspect important n'est pas l'échange physique de billets, de devises ou de documents d'identité. Nous pensons qu'il n'est pas très correct que nous n'ayons pas reçu l'analyse de risque au préalable pour préparer la réunion.

La CGSP/ACOD Cheminots comprend qu'il est important de commencer le contrôle afin de prévenir les problèmes commerciaux à long terme, mais est également d'avis que cela devrait être fait par phases - en temps et en lieu - avec une grande attention à la communication aux voyageurs et au personnel impliqué. La sécurité des passagers et du personnel est primordiale en toutes circonstances. En outre, il convient de garantir au maximum l'intervention (préventive) du personnel de sécurité et de la police ferroviaire en cas d'irrégularités. Nous demandons donc une poursuite approfondie des contrôles d'accès avant le début du contrôle dans le train, ainsi qu'une campagne de communication intensive. Le calendrier proposé est donc trop rapide pour nous. En outre, les méthodes de paiement numérique devraient fonctionner de manière optimale pour prévenir les problèmes commerciaux et les éventuels conflits dans le train. De plus, la tâche de contrôle doit être adaptée à la situation sur la base de l'occupation d'un wagon.

Le code ferroviaire n'interdit pas la possibilité de prendre un billet avec du cash, la société nous invite à faire un C170 avec une invitation à payer 75€ si le voyageur n'a pas de carte de paiement. Pour notre organisation, il est inacceptable de procéder de la sorte pour un service public.

Alors que le gouvernement veut promouvoir le service public avec la communication de ce week-end, on donne des contraintes aux usagers.

Le tarif à bord devrait également être suspendu temporairement.

Le personnel des gares et des trains constate encore trop souvent que tous les usagers ne portent pas un masque buccal. Lorsqu'il s'en aperçoit, le personnel est confronté à des agressions verbales et physiques. Le personnel a, par exemple, été pulvérisé avec du spray. De tels actes sont inacceptables. Nous exigeons que ces auteurs soient poursuivis en justice de manière stricte.

La réalité en pratique est bien plus compliquée que sur la présentation de ce jour.

La délégation